



**Arrêté préfectoral complémentaire n°2026 – 539 du 1^{er} avril 2026
encadrant l'implantation d'un ouvrage piézométrique au sein de la carrière à ciel ouvert de matériaux
alluvionnaires et de ses installations annexes (installations de traitement de matériaux, centrale de
malaxage, plateforme de transit des matériaux) exploitées par la société CHRISTIAENS sur le territoire
des communes de Mouzay (55700) et Lion-devant-Dun (55110)**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 autorisant la société CHRISTIAENS à exploiter, sur le territoire des communes de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55100), une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-2493 du 18 décembre 2025 modifiant les conditions d'exploitation (phasage d'exploitation et réaménagement) de la carrière susvisée ;

Vu le dossier de porter à connaissance présenté reçu le 29 janvier 2026, relatif à la mise en place d'un ouvrage piézométrique ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé LD/59-2026 en date du 18 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 5 mars 2026 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2013 modifié impose la mise en œuvre d'un suivi piézométrique semestriel reposant sur un réseau de sept ouvrages, incluant un piézomètre amont ;

Considérant que le piézomètre amont initialement prévu au droit de la zone 3 de la carrière n'a pas été implanté et que cette zone, bien que toujours incluse dans le périmètre autorisé, n'est plus exploitée et a fait l'objet d'une remise en état ;

.../...

Considérant que l'exploitant a justifié, au moyen d'une étude hydrogéologique, la pertinence d'une implantation alternative du piézomètre amont en dehors du périmètre ICPE autorisé, en amont hydraulique de la carrière ;

Considérant qu'au vu des éléments d'appréciation portés à la connaissance du Préfet de la Meuse, les modifications projetées décrites dans ce porté à connaissance ne revêtent pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant le caractère notable de cette modification, il y a lieu d'acter cette dernière par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, afin d'encadrer l'ouvrage piézométrique par des prescriptions réglementaires visant à en assurer l'exploitation et sa sécurité ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société CHRISTIAENS, n° de SIRET 305 836 371 00057, dont le siège social est situé RD 87, lieu-dit « le Bochet de la Lorraine » à EPAUX-BEZU (02400), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et de ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) situées sur le territoire des communes de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55110), sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, qui vient modifier et compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-2405 du 14 octobre 2013 modifié.

Article 2 : Classement des activités

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-2493 du 18 décembre 2025 est complété comme suit :

« – Activités autorisées au titre de la nomenclature IOTA

Les activités IOTA autorisées sont visées par les rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	7 piézomètres	D

D : Déclaration

»

Article 3 : Implantation et exploitation du piézomètre Pz7

L'implantation du piézomètre Pz7 est autorisée en dehors du périmètre ICPE, au nord de la parcelle cadastrale n°9 de la section ZK, selon les plans du dossier présenté le 29 janvier 2026.

La réalisation et l'exploitation du piézomètre respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 4 : Rattachement de l'ouvrage à l'installation classée

Le piézomètre autorisé par le présent arrêté est exclusivement destiné au suivi piézométrique de la nappe alluviale de la Meuse.

Il est intégré au réseau de suivi existant et les mesures effectuées sur les eaux souterraines respectent le cadre de la surveillance prescrit par l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 modifié.

Aucun prélèvement d'eau à des fins d'usage, de rejet ou de valorisation n'est autorisé au droit de cet ouvrage.

Article 5 : Conditions d'accès et de pérennité de l'ouvrage

Compte tenu de l'implantation du piézomètre en dehors du périmètre ICPE autorisé, l'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour garantir, dans la durée, l'accès au piézomètre aux fins de surveillance réglementaire.

À ce titre, il :

- conserve tout document justifiant de son droit d'accès à la parcelle concernée ;
- veille au maintien en bon état de l'ouvrage, à son identification et à sa protection contre toute dégradation ou intervention non autorisée ;
- informe sans délai le Préfet de la Meuse de toute difficulté susceptible de compromettre l'accès, l'exploitation ou la pérennité du piézomètre.

Article 6 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex - Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 8 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 9 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en Mairies de Mouzay et de Lion-devant-Dun, pendant une durée minimale d'un mois et pourra être consultée par toute personne intéressée. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera établi par les soins des Maires.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et les Maires de Mouzay et de Lion-devant-Dun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société CHRISTIAENS et adressée, pour information, au Directeur départemental des territoires de la Meuse, à la Déléguée territoriale Meuse de l'agence régionale de santé Grand Est et à la Sous-préfète de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET